



## Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

### ***Déclaration du Conseil syndical pour la participation au débat public avant les présidentielles de 2012.***

Outil de financement de l'action publique, de correction des inégalités et du « vivre ensemble », les finances publiques sont, malgré l'usage qu'en font les politiques actuels, au cœur du débat public. Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, la défense des intérêts individuels et collectifs des agents de la Direction générale des finances publiques doit se mener résolument dans la sphère professionnelle, au sein de la DGFIP et de « Bercy » mais aussi, plus largement, à l'extérieur des services, en faisant partager l'approche selon laquelle la justice fiscale est un élément de la justice sociale. Il est en effet plus que jamais nécessaire de rappeler qu'il ne peut exister de société juste sans impôt juste.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a engagé de longue date une démarche visant à analyser les évolutions et la structure de la fiscalité, à travailler sur des propositions permettant de rendre la fiscalité locale, nationale et internationale plus juste. La participation au débat public a toujours été active, par voie de presse, d'interpellation des responsables politiques, de diffusion de tracts, de parutions de dossiers, chroniques et fascicules. L'Union s'engage dans ce débat sur la base de ses valeurs, contre les orientations socialement régressives et/ou intolérantes et contre toutes les formes d'extrémisme.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires dispose d'analyses et de propositions sur les différents chantiers fiscaux qui tiennent compte des questions sociales, économiques et environnementales. Celles-ci visent également à apporter une réponse aux enjeux en termes de finances publiques (recettes-dépenses – déficits - dette) et s'appuient sur une certaine conception du rôle de l'Etat, des services publics et de la protection sociale.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires poursuivra et intensifiera son travail d'expression publique au plan national sur la base de ses travaux. Elle s'engage à diffuser et démultiplier ses expressions, notamment par ses sections locales auprès de la presse, des élus, des associations citoyennes et de la population. Le travail d'interpellation et d'alimentation du débat public sera repris et publié sur le site internet de l'Union.

#### **Pour des solutions justes à la crise**

La crise du capitalisme financier ne doit rien au hasard : la pression sur les salaires, la déréglementation financière, la régression des droits sociaux, la hausse de la précarité, l'existence de zones financièrement et fiscalement opaques, les choix fiscaux, l'explosion des inégalités, la montée de l'endettement global (privé et public) sont autant de facteurs expliquant sa genèse et sa diffusion. Ainsi que l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires l'a analysé dans ses travaux<sup>1</sup>, la crise est avant tout celle d'un système mais son coût réel est aujourd'hui supporté par les populations. En particulier, la situation des finances publiques aujourd'hui très dégradée est tout à la fois le fruit de la crise et de la baisse des recettes qui lui en résulte que celui des allègements fiscaux et sociaux de ces dernières années<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Communiqués de presse, numéro 3 des « Chroniques ».

<sup>2</sup> Budget, retraites, sécurité sociale : la rigueur, mais pas pour tout le monde (octobre 2010), *Finances publiques : c'est aussi une crise des recettes ! État des recettes et des assiettes fiscales et sociales* (mai 2010).

Les orientations économiques et sociales gouvernementales, marquées par la rigueur, reviennent à faire payer aux ménages des classes modestes et moyennes plusieurs fois la crise par un système fiscal déséquilibré, par un repli des services publics sous couvert de rentabilité (étude coût –rendement du service rendu à l'utilisateur) et un recul de la protection sociale. L'accroissement voulu de la dette devant être payée à l'avenir, vient ainsi contribuer à accentuer l'injustice fiscale et budgétaire. Facteur aggravant, le discours néolibéral ambiant, relayé par de nombreux responsables politiques, joue de la situation budgétaire et de la profusion d'idées reçues, sur la fonction publique ou sur les impôts notamment, pour s'attaquer aux fonctionnaires, au service public et affaiblir les solidarités.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires déclare symboliquement la fin du « *there's no alternative* » (il n'y a pas d'autres choix) porté par Thatcher et les néolibéraux depuis une trentaine d'années. Pour faire face aux enjeux en termes de sortie de crise et de prise en charge des besoins sociaux, une réforme fiscale est indispensable. Celle-ci a été définie dans ses principes et ses modalités publiés dans le livre d'Attac « *Pour un big bang fiscal* » mais également dans les expressions publiques de l'Union<sup>3</sup>. Une autre conception de l'action publique, en particulier des missions fiscales, foncières et financières de l'Etat et des collectivités locales, est également nécessaire. Pour cela, l'explication des enjeux doit permettre de convaincre que d'autres choix sont souhaitables et possibles : revaloriser les impôts directs, élargir les assiettes, corriger les inégalités économiques et sociales par diverses mesures, développer le conseil aux collectivités locales, renforcer le service public...

### **L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires se fixe deux objectifs d'ici les échéances électorales de 2012.**

1. Elle s'attachera à répondre à toutes les idées reçues en matière de finances publiques et de service public technique et de proximité.
2. Elle fera de la construction d'un rapport de forces favorables à l'élaboration et la promotion d'autres choix économiques et sociaux une priorité, aux côtés de l'Union syndicale Solidaires, des associations telles Attac, des collectifs unitaires, des organisations engagées dans le processus des forums sociaux et des fédérations des finances signataires de la plateforme interfédérale unitaire<sup>4</sup>.

Enfin, l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, dans la suite de sa campagne « *On veut respirer !* » engagée fin 2010, interpellera les élus, la presse et l'opinion sur la nécessité pour l'Etat de disposer d'une administration des finances publiques efficace, ce qui passe par plus de moyens humains, matériels et juridiques mais aussi par une approche des missions et de leur pilotage différente de celle actuellement en vigueur. L'Etat et les collectivités locales ont plus que jamais besoin des agents des finances publiques.

Juin 2011

---

<sup>3</sup> Notamment lors de l'audition par la Commission des finances de l'Assemblée nationale : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cfiab/10-11/c1011058.asp> .

<sup>4</sup>

[http://www.snui.fr/agt\\_adh/actualite/2010/decembre/Solidaires\\_finances\\_plateforme\\_unitaire\\_161210.pdf](http://www.snui.fr/agt_adh/actualite/2010/decembre/Solidaires_finances_plateforme_unitaire_161210.pdf)